



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas 75012 Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, Président) : 06 08 03 91 82

Site : <https://convergence-nationale-rail.fr/>

Paris le 19 Septembre 2023

26 SEPTEMBRE 2023 : CHEMINOTS-USAGERS ENSEMBLE POUR LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE

La direction de la SNCF, sous l'autorité du gouvernement, veut franchir une nouvelle étape dans la privatisation du groupe public ferroviaire. En confiant une partie des activités dites transverses (fonctions supports) à des entreprises privées, au-delà de l'aspect social pour les salariés concernés, c'est également rajouter une nouvelle strate dans le fonctionnement de la production qui ne va guère améliorer une situation détériorée dont souffrent les usagers et les personnels par le manque d'effectifs et des investissements qui ne sont pas à la hauteur des besoins de transports.

Autre constat alarmant, c'est la célérité avec laquelle le ministre des transports a conduit la négociation avec la commissaire européenne à la concurrence, sans attendre le résultat définitif des enquêtes (Européenne et Nationale), pour procéder au démantèlement de Fret SNCF et l'obliger à abandonner une partie de ses trafics, de ses locomotives et muter près de 500 agents aux entreprises concurrentes. Ces dernières ayant pourtant décidé de retirer leurs plaintes. Cela, au moment même où Fret SNCF retrouvait une hausse de son activité. Le plus révoltant, étant que les opérateurs ferroviaires susceptibles de reprendre les trafics abandonnés par FRET SNCF, ne le pourront pas !! Ils n'en ont ni les moyens humains, ni matériels !! Par contre, une des bénéficiaires potentielles sera ECR, la filiale de la DB, l'entreprise ferroviaire Allemande qui est elle-même concernée par une enquête de la Commission européenne. Dans la mesure où 6 Pays en Europe sont peu ou prou sous le coup d'enquêtes de la Commission européenne pour infraction au code européen de la concurrence, la Convergence Nationale Rail (CNR) propose que le Ministre Français des Transports prenne l'initiative d'une action vis-à-vis de la Commission européenne. Celle-ci doit être interpellée sur le fait que d'un côté on fixe des objectifs ambitieux aux Pays en matière de développement de FRET ferroviaire et d'un autre, on les entrave, on les contraint par des procédures technocratiques, dogmatiques ! **La question qui doit être posée, c'est, soit la concurrence tout azimut, quel qu'en soit le prix ou la préservation de l'environnement par le développement du rail public !!**

Plus que jamais, il est nécessaire comme le revendique la CNR de revenir à un service public intégré où la dimension sociale des salariés est la garantie de l'égalité de traitement pour tous. L'État doit prendre ses responsabilités au niveau du financement pour rendre le train accessible à tous, notamment par une tarification sociale et kilométrique, relancer l'outil de production Fret au sein de l'entreprise publique par des investissements massifs pour répondre à l'urgence écologique et climatique.

La Convergence Nationale Rail, engagée depuis sa création dans la défense et le développement du Service public ferroviaire par la maîtrise publique de l'outil ferroviaire, pour à la fois, répondre aux besoins des populations, participer au désenclavement des territoires et aller vers des transports décarbonés, APPELLE ses collectifs, ses comités et ses militants-es à apporter leur soutien, par leur implication, à LA JOURNEE D'ACTION du 26 SEPTEMBRE 2023 à l'initiative des organisations syndicales des cheminots, afin de continuer à s'opposer à la poursuite du démantèlement de la SNCF et de faire prévaloir d'autres choix, plus tournés vers l'intérêt général.

Le Bureau de la CNR